



DIALOGUE SOCIAL :

« Mettez l'action en accord avec la parole,
la parole d'accord avec l'action ».

(William Shakespeare)

Communiqué de la CGT Finances Publiques

Case 450 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex • www.financespubliques.cgt.fr • dgfip@cgt.fr • 01.55.82.80.80 •

Suivez-nous sur facebook ou Instagram :  : @cgt_finances_publiques  : http://instagram.com @cgt_finances_publiques

Suite au message intersyndical accompagnant le boycott du Comité social d'administration de réseau (CSAR) du 11 décembre 2024 (report du 5 décembre), la directrice générale nous a écrit sa volonté de continuer à partager nos travaux et nos réflexions, au bénéfice de l'accomplissement de nos missions et du service rendu au public et à nos partenaires, tout en étant particulièrement vigilante aux moyens de fonctionnement et aux conditions de vie au travail des agents...

Oui, vous avez bien lu !

Il nous est donc apparu intéressant de rappeler l'état du prétendu « dialogue social » et la situation des agent-es.

Alors qu'aucun gouvernement n'était nommé, la DG maintenait la convocation du CSAR ayant, entre autres, à son ordre du jour les suppressions d'emplois et le budget de la DGFIP.

Et pourtant, aucune loi de finances pour 2025 n'avait été votée.

La CGT, Solidaires et FO décidèrent de ne pas y assister, d'autant que le 5 décembre, un quart des agent-es de la DGFIP étaient en grève pour exiger des emplois, l'arrêt des restructurations, de meilleures rémunérations, des carrières reconnaissant les qualifications et l'expérience.

La date du 11 décembre correspondait aussi à la réunion de la direction nationale de notre syndicat, date parfaitement connue de l'administration.

Les points « suppressions d'emplois » et budget DGFIP 2025 furent retirés de l'ordre du jour à l'ouverture de la séance sans que les élu.es n'en aient été avisés au préalable. Non pas que les suppressions seraient abandonnées, mais elles ne pouvaient être effectives par absence de Loi de finances 2025, comme nous l'avions d'ailleurs soulevé dès la première convocation.

Deuxième convocation le 20 décembre, toujours sans gouvernement, et sans modification annoncée de l'ordre du jour ; le boycott fut donc maintenu.

Pour ce qui est de la continuité du service public, ou plutôt selon ses propres termes du service rendu au public, la DG s'enferme dans une politique totalement sclérosante : plus de 30 000 emplois temps plein supprimés de 2008 à 2024 et un objectif de 3 000 suppressions supplémentaires dans le « cadre d'objectifs et de moyens » 2023-2027, 4 000 emplois vacants en 2024, des suppressions de services et de sites qui continuent, des méthodes de travail industrialisées, des règles de gestion qui n'en sont plus, des rémunérations qui ne suivent pas, un « management » manquant de moyens et qui en devient toxique.

Soyons clairs : le mal-être au travail ne fait que s'aggraver.

A partir de ces données, qui peut croire que les services publics gardent le même impact et que l'accomplissement de nos missions se fait avec la même efficacité ?

Nous rappelons que la CGT Finances Publiques a interpellé à plusieurs reprises la DG sur des situations d'agent-es nécessitant des solutions rapides, qui restent toujours sans réponse.

Que ce soit en groupes de travail comme en CSAR ou en formations spécialisées, l'administration écoute poliment les représentants des personnels ... pour ne rien changer !

Une leçon bien apprise depuis « les hautes sphères » : la nomination du nouveau premier ministre et la construction de son gouvernement, composé de figures adeptes des politiques anti-sociales et anti-services publics sont en parfaite contradiction avec le programme sorti en tête des élections législatives.

Alors assez de double langage, place à des avancées sur nos missions et à une politique capable de répondre aux revendications des agent-es publics et aux besoins de toute la population !